L’Inde n’accordera plus la nationalité indienne aux migrants musulmans (MàJ: manifestations de protestation)

19/12/2019 à 22h12



19/12/2019

En Inde, les jésuites appellent à la désobéissance civile. Tandis que les manifestations contre l’amendement de la loi sur la citoyenneté se poursuivent dans tout le pays, le Service jésuite des réfugiés en Inde dénonce une loi « *discriminatoire et*

inconstitutionnelle **» et envisage de déposer un recours devant la Cour suprême.**

La Croix

En Inde, les mobilisations contre une nouvelle loi sur la citoyenneté ont fait au moins deux morts. La police a interpellé des centaines de manifestants, qui avaient bravé les interdictions de rassemblement décrétées dans une grande partie du pays.

17/12/2019

Le

Bengale-Occidental à son tour

touché par les manifestations

La nouvelle loi

(*Citizen Amendment Bill*, CAB, «loi d'amendement à la

citoyenneté
») permet
aux
migrants
non-
musulmans

originaires de trois pays majoritairement musulmans,

Pakistan, Afghanistan et Bangladesh, de demander la

nationalité indienne s’ils risquent des persécution

s religieuses.

Samedi, les manifestants ont

bloqué des autoroutes et attaqués des trains ainsi que des gares

dans la capitale Kolkata [*ancienneme nt Calcutta*].

[…] Le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada ont

émis des mises en garde pour leurs ressortissants

visitant le nord-est de l’Inde, leur recommandant d’«être

prudents» s'ils voyagent dans la région […].

Des associations de défense des droits des musulmans

dans tout le pays, ainsi qu’un parti politique d’opposition

n,
dénoncent
[…] une
volonté de
marginalisa
tion des

musulmans.

Le Premier ministre Narendra Modi réfute ces

accusations, arguant que les musulmans ne sont pas inclus dans

la nouvelle loi car ils ne sont pas une minorité religieuse,

et n’ont donc pas besoin de la protection de l’Inde…

BBC

12/12/2019

Une

réforme de la citoyenneté en

Inde facilite la naturalis

ation de personnes originaires de

trois
pays
voisins,
mais

exclut les musulmans

En Inde, le projet de

loi sur l’attribution de la citoyenneté prévoit de faciliter

la naturalisation des Afghans, Pakistanais et

Bangladais. Ils pourront devenir Indien au bout de

6 ans de résidence au lieu de 11 ans. Cette naturalisat

ion est accordée aux minorités religieuses ayant fui

les pays voisins. Mais […] les musulmans ne sont pas concernés

[…].

L’objectif de cette loi serait d’empêcher les

immigrés musulmans de devenir Indien […]. Elle permet d’avancer

vers la constitution d’un État religieux, où les musulmans

seraient des citoyens de seconde zone […], et les

musulmans indiens commencent à avoir peur […].

Dans le

nord-est du pays […] la population manifeste violemment depuis

plusieurs jours contre la réforme…

francetvinfo.fr

06/12/

2019

Le gouvernement va soumettre

au Parlement une loi qui modifie les conditions d’acquisiti

on de la nationalité en incluant des critères religieux.

[…] Le gouvernement propose de régulariser les

immigrés sans papiers qui ont fui le Pakistan, l’Afghanist

an et le Bangladesh pour des raisons religieuses pour

s’installer en Inde. Six communautés sont strictement

énumérées : les hindous, les sikhs, les jaïnistes,

les parsis, les chrétiens et les bouddhistes. Tous ces

migrants pourront obtenir la nationalité indienne s’ils sont

arrivés en Inde avant le 31 décembre 2014 et s'ils y

résident depuis au moins cinq ans. Seuls les musulmans

sont exclus du dispositif. […]

Le Monde